

Le renforcement des capacités et de la gouvernance locales au service de la durabilité des services d'eau en région rurale- étude de cas du projet Burkina Faso de One Drop

Type: Article court (moins de 2000 mots)

Auteurs Marie-Anne Champoux-Guimond, *Conseillère senior, Eau et gestion des savoirs, One Drop*

550 ave. Beaumont, suite 400, Montréal, Qc, Canada
514-723-7646, poste 6799

Marie-anne.champoux-guimond@onedrop.org

Abstract/Résumé

Assurer la durabilité des services constitue un enjeu majeur dans le secteur WASH, particulièrement en milieu rural. Sur la base d'une approche systémique déclinée en trois volets d'intervention et baptisée *A•B•C de la Durabilité*^{TM1}, ONE DROPTM développe des projets intégrés ancrés dans les communautés, dans l'objectif de répondre durablement aux problématiques d'accès à l'eau et à l'assainissement des populations. Initié en 2012 dans la région des Cascades et des Hauts-Bassins, le Projet Burkina Faso mise sur le renforcement des capacités et de la gouvernance locales comme vecteur de durabilité. Les activités déployées ont permis d'accroître de façon importante l'accès aux services dans la zone d'intervention tout en rehaussant la qualité de ceux-ci (fonctionnalité, fiabilité, qualité de l'eau, etc), et l'approche participative privilégiée a favorisé l'appropriation du projet par les communautés et les acteurs locaux.

Introduction

Le Burkina Faso figure parmi les pays les plus démunis du monde, se classant 183/187 selon l'Indice de développement humain (IDH) (PNUD, 2015). La vaste majorité de la population vit de l'agriculture, dont elle tire des revenus inférieurs à deux dollars par jour. Parmi les facteurs perpétuant le cercle vicieux de la pauvreté, le manque d'accès à l'eau potable et à l'assainissement constitue un obstacle majeur au développement humain et socio-économique. Il existe une forte disparité entre régions urbaines et rurales, ces dernières accusant un retard important tant au niveau de l'accès aux services que de la durabilité de ceux-ci. De fait, 24% de la population rurale est privée d'accès à une source d'eau améliorée, et 93% n'a pas accès à des installations sanitaires adéquates (JMP, 2015).

Cette situation découle de facteurs multiples, parmi lesquels certaines conditions naturelles telles que la faible disponibilité des ressources en eau renouvelables (745m³/personne/an (FAO, 2014)) résultant de précipitations insuffisantes et d'une sécheresse endémique. Néanmoins, plusieurs facteurs d'origine anthropique contribuent aussi à la problématique d'accès à l'eau. Ainsi, d'importantes lacunes existent au niveau de la gestion des ressources hydriques, et l'intensification des activités agricoles et industrielles contribue à leur dégradation et à l'augmentation des conflits d'usages. En outre, le contexte local se caractérise par une coopération déficiente entre les différents acteurs, dont les capacités institutionnelles,

¹ ONE DROP et *A•B•C de la Durabilité* sont des marques de commerce détenues exclusivement par la Fondation One Drop, ce qui n'a pas pour effet d'empêcher des tierces parties de reproduire les méthodes ou processus, mais seulement d'en utiliser le nom. Par ailleurs, One Drop détient les droits exclusifs sur tous les produits d'Art Social développés dans le cadre de ses projets/programmes. Néanmoins, des autorisations non-exclusives sont octroyées aux partenaires et gouvernements qui souhaitent en faire usage, dans l'objectif de favoriser le partage des bonnes pratiques et la diffusion des connaissances. Toute demande en ce sens peut être transmise à One Drop (contact@onedrop.org).

techniques et de gestion sont limitées. Finalement, les outils analytiques et de suivi s’avèrent souvent inadéquats, obstacle additionnel à la mise en place de services d’eau, d’assainissement et d’hygiène (WASH)² abordables et durables.

Assurer la durabilité des services constitue donc un défi majeur au Burkina Faso comme dans l’ensemble du secteur WASH, qui se caractérise globalement par un taux de non-fonctionnalité des systèmes d’eau variant entre 30 et 50% (Davis, 2016). Plusieurs conditions doivent être réunies pour parvenir à résoudre cette problématique, parmi lesquelles: l’amélioration de la gestion communautaire pour rehausser la qualité des services offerts; la mise en place d’un système efficace de suivi, d’entretien post-construction et de recouvrement des coûts; l’harmonisation des actions du secteur WASH avec les politiques gouvernementales; la coordination améliorée entre les différents acteurs du milieu; le renforcement des capacités des autorités locales (Moriarty et al., 2013); l’adoption par les populations de bonnes pratiques en matière de gestion de l’eau, l’assainissement et l’hygiène. Cet enjeu est donc au cœur des initiatives déployées par ONE DROPTM ³, et contribuer à mettre en place les conditions favorables au développement de services WASH durables constitue l’axe central du Projet Burkina Faso.

Description de l’étude de cas – Approche ou technologie

Initié en 2012 dans cinq communes rurales de la région des Cascades et des Hauts-Bassins (Péni, Toussiana, Banfora, Moussodougou, Bérégadougou), le Projet Burkina Faso⁴ vise ainsi à accroître l’accès durable à l’eau, l’assainissement et l’hygiène (WASH). Développé suivant une approche systémique baptisée *ABC de la durabilité*, le projet repose sur trois composantes complémentaires : l’accès aux services (« A » pour *access*), le changement de comportements à travers l’Art Social (« B » pour *behavior*) et l’accès au capital (« C » pour *capital*) pour le développement de solutions abordables facilitant l’accès aux services WASH. Afin de répondre aux problématiques spécifiques caractérisant la zone d’intervention, le Projet mise sur le renforcement des capacités et de la gouvernance locales comme vecteur privilégié de durabilité. Déployé sur une période de cinq ans il contribuera, à terme, à l’amélioration des conditions de vie de plus de 75 000 personnes.

Suivant une approche de développement endogène visant l’enracinement du projet dans les communautés et son appropriation par celles-ci, One Drop s’est associée à plusieurs organisations et institutions locales pour réaliser les activités des trois volets d’intervention. Leur connaissance du milieu, du contexte et des pratiques locales est un atout inestimable permettant le développement d’interventions ciblées, ancrées dans les communautés et adaptées aux besoins des populations. A ces acteurs-clés viennent s’ajouter des partenaires internationaux et nationaux renommés qui, aux côtés de One Drop, assurent la coordination, la mise en œuvre et le suivi des activités : Oxfam-Québec, l’Espace culturel Gambidi, Mise au Jeu, IRC et la Fédération des Caisses populaires du Burkina Faso. Le développement et la mise en œuvre du Projet Burkina Faso repose donc sur les efforts concertés d’une équipe multidisciplinaire formée de professionnels qualifiés relevant de One Drop et d’Oxfam-Québec, en plus des ressources additionnelles mises à contribution par les organisations partenaires.⁵ Le projet est doté d’un budget global de 7,8 millions CAD (environ 6 millions USD)⁶, financé en majeure partie par One Drop et la Conrad N. Hilton Foundation.^{7 8}

² L’acronyme anglais WASH est employé dans le présent article compte tenu de son utilisation répandue dans le secteur, tant dans les publications en anglais que celles en français et en espagnol.

³ One Drop – une initiative fondée de Guy Laliberté, fondateur du Cirque du SoleilTM- est un organisme sans but lucratif créé en 2007 à Montréal, Canada, dans l’objectif d’assurer que tous aient accès à l’eau, aujourd’hui et pour toujours.

⁴ Afin de simplifier, nous utilisons ici « Projet Burkina Faso » pour référer au projet, dont le nom complet est *Projet Eau dans le Bassin de la Haute-Comô au Burkina Faso* (PEHC).

⁵ Au sein de One Drop, l’équipe dédiée au Projet Burkina Faso est composée des personnes suivantes : Directeur exécutif- Programmes internationaux; Directrices des opérations; Chargée de programmes – Afrique; Directrice Suivi, Évaluation et Apprentissage (SEA); Conseillère senior – Eau et gestion des savoirs. L’équipe travaillant dans la zone d’intervention et relevant d’Oxfam-Québec est pour sa part composée des personnes suivantes : Directrice de projet; Coordonnateur- microfinance; Technicien SEA; Assistants techniques (2); Techniciens intercommunaux (2). L’équipe peut également compter sur le support d’une équipe administrative et logistique (comptable, adjoint administratif, chauffeur, garde de sécurité) pour assurer le bon déroulement des opérations sur le terrain.

⁶ Le budget est approximativement réparti de la façon suivante : 45% est consacré au volet « A », 27% au volet « B », 12% au volet « C » et 5% au Suivi, évaluation et apprentissage. Les frais de gestion s’élèvent pour leur part à 11% du budget global de projet.



Approche participative et renforcement des capacités

L’intervention a été développée et exécutée selon une méthodologie participative valorisant l’implication active des divers acteurs (partenaires, populations, autorités locales, etc) au processus décisionnel, par le biais d’assemblées citoyennes, de consultations et de séances de médiation destinées à assurer un dialogue continu et à obtenir la rétroaction des usagers quant à l’impact social du Projet. De plus, reconnaissant que la professionnalisation de la gestion communautaire constitue une condition essentielle à l’amélioration des

services, le renforcement des capacités des acteurs locaux est une composante cruciale du projet. L’objectif est de permettre aux autorités locales régionales d’accroître leur leadership et de jouer pleinement leur rôle dans la planification, le suivi et la réglementation entourant la prestation des services pour optimiser la qualité de ceux-ci (Moriarty et al., 2013).

Une collaboration étroite a ainsi été établie avec les autorités communales, qui ont notamment été appuyées dans l’élaboration de leur *Plan communal de développement pour l’eau potable et l’assainissement*, un outil précieux leur permettant de cerner avec plus de précision les besoins des populations et de mobiliser les ressources nécessaires à l’amélioration de l’accès aux services WASH. Les communes ont également bénéficié de plusieurs sessions de formation répondant à des enjeux spécifiques, notamment pour leur permettre de mieux maîtriser les principes de la Gestion intégrée des ressources en eau de même que les différentes composantes de la *Réforme nationale de l’eau et de l’assainissement*. Cela, dans l’objectif d’harmoniser leur action avec les politiques et stratégies gouvernementales tout en améliorant leurs capacités de plaidoyer en faveur d’une meilleure attribution technique et budgétaire pour la mise en œuvre locale de ces politiques. Une dynamique d’étroite collaboration a également été développée avec le Comité local de l’eau Haute-Comoé, organisme responsable d’assurer la synergie entre les acteurs au

niveau régional, qui a été impliqué dans l’ensemble des activités en plus de profiter d’un appui pour renforcer ses capacités institutionnelles. Cette nouvelle dynamique de collaboration active a permis d’assurer la pleine intégration des actions du Projet dans la perspective de la *Réforme nationale*, en adéquation avec l’objectif gouvernemental de renforcer le leadership des municipalités, par le biais du transfert de ressources et de compétences, pour qu’elles assument pleinement la gestion des services d’eau. Le contexte national favorable, marqué par la mise en œuvre de la Réforme, la décentralisation et la priorité accrue



accordée au secteur WASH dans son ensemble a donc constitué un facteur-clé de succès. Le Projet a ainsi pu s’appuyer sur la mobilisation existante des instances locales pour œuvrer au renforcement des nouvelles structures de gestion mises en place, assurant la cohérence des activités avec les priorités gouvernementales, en étroite collaboration avec les responsables politiques.

⁷ Parmi les partenaires financiers additionnels du Projet, mentionnons : le Gouvernement du Burkina Faso; le Réseau des Caisses populaires du Burkina Faso; la Caisse d’économie solidaire Desjardins; la Fondation Prince Albert II de Monaco; Rotary International.

⁸ La plupart des projets mis en oeuvre par One Drop s’échelonnent sur une durée de cinq ans et sont dotés d’un budget de 5 à 10 millions USD couvrant les trois volets d’intervention sur lesquels repose l’approche *A • B • C de la durabilité*.



Les partenaires locaux ont eux aussi profité d’activités de formation variées visant le renforcement de leurs capacités techniques et leur connaissance du secteur WASH. Globalement, un dialogue constructif a été instauré entre les différents acteurs tout au long du développement et de l’exécution du projet pour assurer une collaboration plus efficiente entre tous, autre condition essentielle à la mise en place de services durables pour les populations.

Amélioration de l’accès à l’eau et renforcement de la gouvernance locale (volet « A »)

Dans le cadre du volet « A » du projet Burkina Faso, la construction de 51 nouveaux puits et de 22 bornes-fontaines, la réhabilitation de 28 puits existants et l’extension des deux réseaux locaux d’approvisionnement ont permis à plus de 56 000 personnes dans 45 villages des cinq municipalités d’intervention d’accéder à une eau saine. En outre, 299 latrines familiales et 32 latrines institutionnelles (marchés, écoles, mosquées) ont été construites afin d’assurer l’accès des populations à des infrastructures sanitaires adéquates. 114 lavoirs et puisards ont aussi été bâtis et un système de collecte des ordures ménagères a été mis sur pied, deux activités qui ont permis d’améliorer de façon notable la propreté des lieux publics, au bénéfice des populations.⁹

Afin d’instaurer une gestion adéquate des infrastructures hydrauliques et d’assurer leur durabilité, le renforcement de la gouvernance locale est essentiel. Dans cette logique, différentes instances ont été mises en place et leur capacité à mobiliser l’ensemble des acteurs a été renforcée. Au niveau des communes, les Comités communaux de l’eau ont été créés pour assurer la supervision technique des infrastructures hydrauliques et appuyer le technicien communal responsable de l’entretien. Au niveau des villages, les Associations d’usagers de l’eau (AUEs) ont été constituées, formées et appuyées dans leur rôle de support direct aux utilisateurs et de contrôle du service public (équité, qualité, disponibilité, accessibilité). Finalement, les Comités de points d’eau (CPE) ont été établis pour veiller à l’entretien et l’utilisation adéquate des installations et sensibiliser les usagers à l’importance de manipuler avec soin les équipements, contribuant à réduire la fréquence des pannes et des bris d’équipement.

Assurer le suivi, l’exploitation et l’entretien préventif et curatif adéquat des infrastructures constitue ainsi l’un des facteurs-clés de durabilité, dont le financement doit être assuré en continu. Un système de recouvrement des coûts a ainsi été mis sur pied pour assurer la contribution des usagers à travers la collecte de frais d’utilisation. Les AUEs sont responsables de l’opérationnalisation du système et de la gestion globale des fonds recueillis auprès des ménages. Les frais sont établis en fonction des directives prévues par la *Réforme nationale* et le montant des cotisations est déterminé par les autorités communales. Afin d’assurer le bon fonctionnement du système, le renforcement des capacités joue ici encore un rôle crucial qui distingue le Projet Burkina Faso d’initiatives similaires mises en œuvre dans la région. Le Projet a ainsi soutenu la formation des techniciens municipaux responsables d’appuyer les AUEs pour assurer l’opérationnalisation du système de recouvrement des coûts, et la collecte effective des tarifs auprès des usagers. En outre, l’importance revêtue par la contribution financière des ménages pour permettre l’entretien adéquat des infrastructures et garantir leur durabilité figure au nombre des messages-clés véhiculés à travers les activités de sensibilisation et de mobilisation des populations. Ici encore, les mécanismes mis en place sont donc parfaitement alignés avec la stratégie gouvernementale visant l’appropriation des services par les communautés, et permettent d’en assurer un suivi rigoureux en plus

⁹ Des informations complémentaires sur le Projet Burkina Faso sont disponibles sur le site de One Drop : <https://www.onedrop.org/fr/projets/>. Certaines informations contenues dans ce texte proviennent toutefois de documents de projets internes non-accessibles au grand public. Toute demande d’information peut toutefois être transmise à One Drop : contact@onedrop.org.



d'offrir soutien et encadrement à la population dans l'adoption de bonnes pratiques de gestion de l'eau et d'utilisation des équipements hydrauliques.

Sensibilisation des populations à la gestion durable des infrastructures et aux comportements responsables de gestion de l'eau, l'assainissement et l'hygiène (volet « B »)

Au-delà des infrastructures, les populations jouent un rôle majeur dans la mise en œuvre de solutions pérennes aux enjeux de l'eau. S'inspirant de son héritage

cirassien, One Drop a choisi l'Art social¹⁰ comme vecteur de sensibilisation pour favoriser l'adoption de comportements responsables de gestion des infrastructures et des ressources, gages de la durabilité des interventions. Des spectacles multidisciplinaires en langue locale (dioula) puisant à même la richesse culturelle de la zone, ont été créés pour porter des messages cruciaux tels l'importance de protéger les ressources hydriques et naturelles et le partage équitable de l'eau. Intitulés « Pour le retour de Ouhma¹¹ » et « Jli Ko ou la reconquête de l'eau », ces deux œuvres artistiques abordent respectivement les thématiques de la rareté hydrique et des responsabilités collectives liées à la gestion et la préservation de l'eau. De plus, 4 courts spectacles de « théâtre-débat »¹² ont été créés et déployés dans la zone d'intervention pour sensibiliser les populations aux enjeux liés aux pratiques inadéquates de collecte, transport et entreposage de l'eau, à la dégradation de la qualité de l'eau résultant de certaines activités humaines, au rôle des AUEs, à l'importance de la tarification et à la responsabilité collective dans l'assainissement des communautés.

Par ailleurs, des ateliers artistiques pédagogiques ont permis aux artistes locaux de développer ou perfectionner leur maîtrise de différentes disciplines liées aux arts de la scène (cirque, danse, conte, marionnettes, etc) dans l'objectif d'en faire des agents multiplicateurs au sein de leur communauté. Des activités éducatives fondées sur l'approche pédagogique « enfant par enfant » ont été dispensées dans les écoles pour sensibiliser les écoliers aux enjeux liés à l'eau et à l'environnement, et favoriser l'adoption de comportements responsables notamment à travers la formation de « clubs d'hygiène » dans chaque école participante. La diffusion de feuillets radiophoniques, la création de murales, la distribution d'outils pédagogiques (guides méthodologiques, recueils de contes, documentaire vidéo, etc) figurent également parmi les activités mises en œuvre dans le cadre du volet « B » du Projet. En abordant des problématiques ancrées dans les réalités locales, ces activités ont permis de mobiliser les gens et de leur donner confiance en leurs institutions faisant émerger une prise de conscience collective et une pensée critique face à ces enjeux. De plus, le renforcement des capacités des troupes artistiques locales, la formation des professeurs aux approches de sensibilisation innovantes et la mise sur pied de « clubs » formés d'écoliers assureront la présence dans les communautés d'ambassadeurs et d'agents culturels habilités à reproduire certaines activités, à transmettre leurs connaissances et à accroître la diffusion des messages-clés de sensibilisation.

Soutien à l'entrepreneuriat et à la production locale (Volet « C »)

Offrir aux populations des opportunités économiques leur permet d'aspirer à une amélioration concrète de leurs conditions de vie. À travers la microfinance et l'éducation financière et entrepreneuriale, le Projet a contribué à stimuler l'économie locale (renforcement des moyens de subsistance, réduction de la migration saisonnière, développement de nouvelles filières, etc), à augmenter le potentiel d'inclusion financière des participants et à accroître leurs revenus par le développement ou la consolidation d'activités productives. Les organisations et entrepreneurs participants ont bénéficié d'un soutien important,

¹⁰ L'Art social peut être défini comme l'utilisation de différentes techniques artistiques pour répondre à des enjeux sociaux.

¹¹ Ouhma signifie « eau » en langue locale.

¹² Le Théâtre-débat est une forme théâtrale privilégiant l'interaction avec le public par une prise de parole partagée dans l'objectif de favoriser la responsabilisation et la conscientisation des populations.

notamment pour le développement de leur plan d'affaires, grâce auquel plusieurs ont pu avoir accès au soutien des institutions financières traditionnelles. Les activités productives créées ou consolidées auront certainement des répercussions positives sur la dynamique économique locale.

Résultats principaux et leçons apprises

Le Projet Burkina Faso a contribué à l'amélioration concrète des conditions de vie des populations ciblées, qui peuvent désormais compter sur des services fiables leur assurant l'accès continu à une eau de qualité. Le taux d'accès à l'eau potable a progressé considérablement, passant de 62% (2012) à 80% (2015) dans la zone d'intervention. La distance à parcourir de même que le temps d'attente à la source ont été réduits de façon substantielle, allégeant pour les femmes et les filles le fardeau de la collecte de l'eau et leur permettant de s'investir dans différentes activités productives et éducatives. En outre, l'amélioration de la qualité de l'eau a permis de constater une réduction significative de l'occurrence des maladies diarrhéiques, particulièrement chez les enfants, ce qui se reflète notamment sur la productivité et l'assiduité scolaire. Les répercussions positives se font donc ressentir dans l'ensemble des communautés visées.

Par ailleurs, le système solide de gouvernance locale mis en place à travers le Projet permet d'assurer la gestion durable des infrastructures tout en instaurant une dynamique de collaboration positive entre l'ensemble des acteurs impliqués. Des mécanismes de dialogue efficaces ont été établis, qui ont contribué à une plus grande appropriation par les communautés de leurs responsabilités collectives dans la gestion de l'eau, et à un engagement renouvelé envers celles-ci. De plus, les différentes instances de gouvernance de même que le système de recouvrement des coûts ont permis d'assurer l'entretien continu des installations et la fiabilité de l'approvisionnement en eau. Le taux de panne observé dans l'ensemble de la zone d'intervention se limite ainsi à 7% comparativement à une moyenne de 12% au niveau national (MARHASA, 2016), ce qui témoigne de l'impact positif de l'intervention sur la qualité et la durabilité des services offerts.

Les activités artistiques de sensibilisation et de mobilisation du projet ont permis de rejoindre plus de 100,000 personnes dans la zone d'intervention. Des changements de comportements positifs de même qu'une plus grande cohésion au sein des communautés ont pu être observés, laissant entrevoir des bénéfices durables pour les communautés. À titre d'exemple, les cultivateurs vivant en bordure des rivières Béréga et Yanon ont modifié la configuration de leurs cultures afin de protéger la bande riveraine pour réduire l'érosion et préserver la qualité de l'eau. Dans la municipalité de Péni, les activités de sensibilisation de même que la mobilisation active des populations envers la gestion améliorée des ordures ménagères ont donné lieu à une amélioration notable de la propreté des lieux publics. Autant d'éléments qui permettront d'ancrer dans le temps l'impact du projet.

Finalement, dans le cadre du volet « C », plus de 100 personnes ont bénéficié d'un micro-prêts pour encourager le démarrage ou l'expansion de petites entreprises, le taux de remboursement de 100% témoignant de la grande mobilisation des participants. Quatre périmètres maraîchers, quatre unités de transformation alimentaires et trois pépinières ont aussi été mis sur pied, contribuant à diversifier et soutenir la production agricole locale en plus de favoriser une plus grande inclusion des femmes dans l'économie productive. En outre, plus de 1000 personnes ont participé aux différentes activités de formation financière dispensées dans le cadre du projet, qui ont permis de renforcer leurs connaissances et aptitudes entrepreneuriales, atouts importants pour assurer le succès de leur entreprise.

Le Projet Burkina Faso est présentement en phase de consolidation jusqu'à la fin 2016, une étape cruciale pour renforcer les bénéfices des interventions et garantir leur prolongement au-delà de la durée du projet. Plusieurs activités supplémentaires ont été déployées afin de répondre à certains besoins spécifiques identifiés pendant la période de mise en œuvre, dans une logique d'amélioration continue des pratiques. Ainsi, des forages additionnels ont été réalisés pour réduire la pression exercée sur les infrastructures existantes en raison de leur utilisation assidue par un nombre élevé d'utilisateurs. Une attention particulière a été portée à la qualité de l'eau afin d'assurer que celle-ci demeure constante tout au long de la chaîne d'approvisionnement, de la source jusqu'au point de consommation, des problématiques concrètes ayant été observées relativement aux pratiques de transport et d'entreposage. En complément, diverses activités artistiques et des formations ont été déployées pour sensibiliser les populations et les agents locaux de la

santé à l’importance de la qualité de l’eau. Finalement, les instances de gouvernance ont profité d’un appui continu leur permettant d’assumer pleinement leur rôle dans la coordination et la gestion durable des services et infrastructures mis en place.

Conclusions et Recommendations

L’exemple du Projet Burkina Faso illustre à la fois la complexité des enjeux liés à la durabilité des services d’eau en milieu rural et le potentiel que recèle le renforcement des capacités comme solution à cet enjeu. Ainsi, les différentes actions déployées dans le cadre du Projet démontrent comment l’instauration d’une dynamique de collaboration et de dialogue entre les différents acteurs peut avoir un impact positif sur la mobilisation et l’engagement des communautés et autres parties prenantes. De plus, le Projet montre de quelle façon le renforcement de la gestion et la gouvernance locales peut se répercuter directement sur la fiabilité et la fonctionnalité des services d’eau, garantes de leur durabilité. Impliquer les populations tout au long du processus de développement et d’exécution d’un projet et déployer des efforts continus pour sensibiliser les usagers à l’importance d’adopter des comportements responsables constitue un facteur additionnel contribuant à la pérennité des services.

Adopter une approche participative ancrée dans la communauté demande certes un degré élevé de flexibilité, une connaissance profonde du contexte local et une volonté d’investir temps et ressources dans le renforcement des capacités et le transfert des connaissances. Il est toutefois permis de croire que l’impact et les bénéfices d’une telle démarche dépasseront largement ses coûts en facilitant une réelle appropriation par les communautés participantes des services d’eau offerts à la population.

L’approche intégrée de ONE DROP au Burkina Faso a déjà porté fruits ailleurs dans le monde: en Amérique latine et Caraïbes (Nicaragua, Honduras, Salvador, Haïti, Mexique, Guatemala) et en Inde (Odisha, Bihar). Sa reproductibilité a donc été démontrée, et les résultats tendent à confirmer la pertinence d’intervenir de façon simultanée et intégrée sur plusieurs fronts, pour un impact renforcé et durable.

Le développement de nouveaux projets amorcés au Mali (2015) et au Burkina Faso (2016) viendra consolider les bénéfices générés par cette première initiative en sol burkinabé en favorisant les échanges et le transfert de connaissances, permettant l’ouverture de nouvelles opportunités de développement à l’échelle régionale.

Références

- DAVIS, S. (2016) *Statistics on Water Point Failure*. Available at: <https://improveinternational.wordpress.com/handy-resources/sad-stats/>. [consulté le 25 avril 2016]
- FAO (2014). *Country Fact Sheet: Burkina Faso*. [pdf] FAO. Available at: http://www.fao.org/nr/water/aquastat/data/cf/readPdf.html?f=BFA-CF_eng.pdf. [consulté le 25 avril 2016]
- MINISTÈRE DE L’AGRICULTURE, DES RESSOURCES HYDRAULIQUES, DE L’ASSAINISSEMENT ET DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE (MARHASA) (2016). Rapport bilan de mise en œuvre de la réforme du système de gestion des infrastructures hydrauliques d’alimentation en eau potable en milieu rural et semi-urbain. Ouagadougou : MARHASA.
- JOINT MONITORING PROGRAM (OMS ET UNICEF) (2015). *Progress on Sanitation and Drinking Water- 2015 Update and MDG Assessment*. Genève: OMS.
- MORIARTY, P., (2013) Trends in Rural Water Supply : Towards a Service Delivery Approach. *Water Alternatives*, 6(3). [consulté le 20 avril 2016]
- PNUD (2015). *Rapport mondial sur le développement humain 2015- Le travail au service du développement humain* [en ligne]. http://hdr.undp.org/sites/default/files/2015_human_development_report_overview_fr.pdf (consulté le 15 août 2016).

Nom de l’auteur principal: Marie-Anne Champoux-Guimond
Email: marie-anne.champoux-guimond@onedrop.org

Nom du second auteur: Diane Bachand
Email: diane.bachand@onedrop.org